ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 34.810/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 3 février 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur une proposition de loi "modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de nomination des magistrats" (déposée par M. Frederik Erdman - Doc. parl., Chambre, n° 50 2248/001 - session 2002/2003), après avoir examiné l'affaire en ses séances des 17 et 18 mars 2003 , a donné à cette dernière date l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 34.810/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 3 februari 2003 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek inzake de benoemingsprocedure van magistraten" (ingediend door de H. Frederik Erdman - Parl. St., Kamer, nr. 50 2248/001 - zitting 2002/2003), heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 17 en 18 maart 2003, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven :

1. La proposition de loi examinée vise à réduire le délai actuellement particulièrement long qui existe entre le moment où une fonction de l'ordre judiciaire est déclarée vacante et le moment où il est pourvu effectivement au poste.

A cet effet, la procédure proposée tend à permettre, pour les nominations visées à l'article 58bis, 1°, du Code judiciaire, la constitution d'une "sorte de réserve de recrutement" (d'un "pool des candidats") et ce, par la voie d'une publication annuelle au Moniteur belge d'un appel préalable à manifestation d'intérêt pour la ou les fonctions souhaitée(s). La procédure prévoit également que certains avis, concernant les personnes qui auront ainsi manifesté leur intérêt, seront formulés avant même la publication effective d'une vacance précise de poste.

Selon la proposition de loi examinée, le Ministre de la Justice appelle donc chaque année, et au plus tard le 31 août, les personnes intéressées à poser leur candidature pour toutes les fonctions judiciaires qu'elles briguent. Les avis du chef de corps et d'un représentant du barreau sont demandés dans les quarante-cinq jours à compter de la publication de l'appel au Moniteur belge. Ces avis devront être donnés dans les trente jours et les candidats disposeront de quinze jours pour communiquer leurs observations. En l'absence d'un ou de plusieurs avis, ils disposeront d'un délai de nonante jours à dater de la publication de l'appel aux candidats pour faire valoir leurs observations.

A l'issue de cette procédure de manifestation d'intérêt et lorsqu'une place devient effectivement vacante, une demande de confirmation est envoyée aux candidats qui ont manifesté leur intérêt et ce, dans les quinze jours soit de l'ouverture de la vacance de poste, soit de la clôture de la procédure de manifestation d'intérêt. Cette demande de confirmation est le point de départ de la procédure de nomination proprement dite, qui se déroule de manière identique à la procédure actuelle, hormis en ce qui concerne les avis déjà demandés dans le cadre de la phase de manifestation préalable d'intérêt. Ceci signifie notamment que les divers délais actuellement prévus par l'article 259ter du Code judiciaire restent d'application, notamment pour ce qui concerne l'avis écrit motivé que doit formuler soit le chef de corps de la juridiction ou du ministère public près la juridiction où doit avoir lieu la nomination, soit l'assemblée générale de la juridiction où la nomination doit intervenir, lorsqu'il s'agit d'une nomination à la fonction de conseiller à la Cour de cassation, de conseiller ou de conseiller suppléant à la cour d'appel ou de conseiller à la cour du travail.

.../...

Seules les personnes qui auront donc préalablement manifesté leur intérêt dans le délai imparti à cet effet pourront effectivement poser leur candidature lors d'une vacance de poste, laquelle ne fera en conséquence plus l'objet d'une publication de vacance au Moniteur belge (voir l'article 4 de la proposition). Ceci signifie que les personnes qui n'auraient pas marqué leur intérêt à la suite d'un appel annuel publié au Moniteur belge ne pourront en principe pas poser leur candidature pour les vacances de poste ouvertes entre ledit appel et l'appel annuel suivant. Il n'en ira autrement que lorsqu'il sera décidé de recourir à la procédure de nomination organisée par l'article 259ter du Code judiciaire (voir les articles 3 et 4 de la proposition de loi).

2.1. Ainsi conçue, la proposition de loi appelle les observations suivantes.

2.2. Les modifications envisagées tendent essentiellement à permettre de recueillir un certain nombre d'avis avant même que ne soit ouverte la procédure de nomination proprement dite à une vacance de poste précise. Sauf à supposer que les avis ainsi recueillis ne sont actuellement pas donnés dans le délai prévu par l'article 259ter, §1er, du Code judiciaire, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas en quoi la proposition de loi devrait effectivement permettre de réduire la durée de la période qui sépare la déclaration des vacances de poste de la date à laquelle ces postes sont effectivement pourvus.

Les divers délais actuellement prévus par l'article 259ter du Code judiciaire restent tout d'abord d'application, notamment pour ce qui concerne les avis qui doivent émaner des autorités de la juridiction ou du ministère public près la juridiction où doit avoir lieu la nomination, avec cette conséquence que la durée actuelle de la procédure de nomination n'est de jure pas réduite.

Dans le nouveau régime envisagé, les délais prévus par l'article 259ter du Code judiciaire seront même encore allongés puisqu'il faudra, même lorsque la phase de manifestation préalable d'intérêt est terminée, encore attendre que la place devienne vacante et qu'une demande de confirmation de leur candidature soit adressée dans les quinze jours à tous les candidats potentiels, avant même que la procédure proprement dite de nomination ne puisse être entamée. Dans le cadre de l'article 259ter du Code judiciaire, la procédure de nomination débute dès la publication de l'avis de vacance qui peut intervenir jusqu'à neuf mois avant que la place ne devienne effectivement vacante.

Dans la nouvelle procédure proposée, il faudra en outre attendre que la phase de manifestation préalable d'intérêt soit clôturée pour commencer la procédure de nomination proprement dite (voir l'article 259bis-23, § 4, alinéa 1er, en projet), alors que, dans la procédure actuelle, tous les avis sont demandés simultanément. Or, cette phase de manifestation préalable d'intérêt, qui est susceptible de durer nonante jours, pourrait ne pas être terminée au moment même où s'ouvrirait une vacance de poste. Cette situation aura pour effet d'allonger d'autant la durée actuelle de la procédure de nomination.

Contrairement à l'objectif poursuivi par son auteur, il se pourrait donc que la nouvelle procédure proposée soit, dans certains cas, susceptible d'aboutir à un effet inverse de celui recherché.

2.3. Dès lors que les candidats potentiels à d'éventuelles nominations seront vraisemblablement soucieux de ne pas être écartés d'une éventuelle procédure de nomination à une vacance de poste devenue effective, il est vraisemblable que de nombreuses déclarations d'intérêt seront introduites à titre conservatoire, ce qui aura inévitablement pour effet de multiplier les demandes d'avis préalables et les demandes de confirmation inutiles. Il est donc permis de se demander si la charge de travail qui en résultera, en partie à pure perte, pour les diverses autorités concernées ne sera finalement pas plus préjudiciable au bon fonctionnement des juridictions que la procédure actuelle de nomination, pour autant que celle-ci soit correctement menée dans les délais impartis à cet effet.

2.4. Les développements de la proposition de loi précisent également que la personne qui n'a pas été nommée au cours de la période visée de l'année judiciaire doit à nouveau manifester son intérêt. Cette intention ne semble cependant pas correctement traduite dans les dispositions proposées, lesquelles prévoient qu'une "notification" d'intérêt vaut "pour les trois années judiciaires qui suivent l'appel publié au Moniteur belge" (article 259bis-23, § 1er, alinéa 2, 4°, en projet) et que les candidats qui ont manifesté leur intérêt tout en n'étant pas nommés dans le courant de l'année, devront "compléter leur dossier par toutes les données utiles" (article 259bis-23, § 1er, alinéa 2, 5°, en projet). Il convient donc d'assurer une meilleure concordance entre les développements de la proposition et les dispositions proposées.

2.5. Alors que la procédure actuelle de nomination repose notamment sur divers avis recueillis au cours d'une même période, la phase de manifestation préalable d'intérêt aura pour effet que certains avis auront été donnés bien avant que la procédure proprement dite de nomination ne soit entamée. Dès lors que la situation des candidats ayant manifesté leur intérêt serait susceptible d'avoir évolué depuis la formulation de ces avis, il est permis de se demander quelle serait encore la pertinence de ceux-ci dans le cadre d'une procédure subséquente de nomination. Le risque n'est donc pas exclu que des contestations naissent à ce sujet.

2.6.1. La relation entre la nouvelle procédure mise en place et la procédure actuellement prévue par l'article 259ter du Code judiciaire n'est pas non plus clairement définie.

En effet, l'article 3 de la proposition modifie l'article 259ter, § 1er, du Code judiciaire afin de préciser que cet article est applicable "s'il n'a pu être fait application de l'article 259bis-23". Les dispositions proposées ne permettent cependant pas de déterminer dans quelles circonstances précises il sera fait application de la nouvelle procédure. Les précisions qui sont apportées à cet égard dans les développements de la proposition devraient être incorporées dans les dispositions proposées.

2.6.2. Si l'intention de l'auteur de la proposition est de faire de la nouvelle procédure la procédure de droit commun et de réserver l'article 259ter du Code judiciaire à des circonstances dans lesquelles il n'y a pas d'autres possibilités que de recourir à une nouvelle publication d'une vacance d'emploi au Moniteur belge, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle la nouvelle procédure ne serait pas appliquée lors de mises à la retraite, lesquelles sont normalement prévisibles et peuvent être prises en considération par les candidats invités à faire part de leur manifestation d'intérêt [(1)]. Les développements de la proposition de loi gagneraient à être complétés sur ce point.

---

(1) Dans le cadre de la procédure actuelle, une publication d'une vacance d'emploi, notamment en cas de mise à la retraite, peut être faite au plus tôt neuf mois avant la vacance (article 287, alinéa 2, du Code judiciaire) et un magistrat admis à la retraite en raison de son âge, peut, à sa demande, être autorisé, pour un terme maximum de six mois, à continuer d'exercer ses fonctions jusqu'à ce qu'il soit pourvu à la place rendue vacante (article 383bis du Code judiciaire).

2.7. Selon l'article 5 de la proposition de loi, les nominations à des fonctions vacantes avant l'entrée en vigueur de la future loi [(2)] s'effectueront conformément à l'ancienne procédure, étant entendu que ces nominations devront toutefois intervenir dans les neuf mois de cette entrée en vigueur. Le Conseil d'Etat se demande ce qu'il adviendra des procédures de nomination en cours en cas de non respect de ce délai. S'agira-t-il d'un délai d'ordre ou d'un délai de rigueur? Dans ce second cas, faudra-t-il alors recommencer la procédure de nomination et selon quelles modalités?

3. L'attention de l'auteur de la proposition de loi est également attirée sur ce qu'un projet de loi modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire, récemment adopté en commission de la justice de la Chambre des représentants [(3)], tend notamment à modifier l'article 259ter du Code judiciaire. Il convient donc d'assurer, le cas échéant, la cohérence entre ce projet de loi et les dispositions présentement examinées.

---

(2) Ce qui suppose qu'il y aura donc eu à ce moment publication de ces places au Moniteur belge.

(3) Doc. parl., Chambre, session 2002/2003, n° DOC-502107/010.

1. Het voorliggende wetsvoorstel beoogt de thans bijzonder lange termijn te verkorten tussen het tijdstip waarop een gerechtelijk ambt vacant wordt verklaard en het tijdstip waarop de betrekking effectief wordt toegewezen.

De voorgestelde procedure strekt er daarom toe het voor de in artikel 58bis, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde benoemingen mogelijk te maken een "soort wervingsreserve" (een "pool van gegadigden") aan te leggen via een jaarlijkse voorafgaande oproep in het Belgisch Staatsblad om blijk te geven van belangstelling voor een of meer geambieerde ambten. De procedure voorziet eveneens in het formuleren van bepaalde adviezen met betrekking tot personen die zodoende hun belangstelling hebben te kennen gegeven, nog voor de effectieve bekendmaking van een welbepaalde vacature.

Volgens het voorliggende wetsvoorstel roept de Minister van Justitie dus elk jaar en uiterlijk op 31 augustus de geïnteresseerde personen op om te solliciteren naar alle gerechtelijke ambten die ze ambiëren. De adviezen van de korpschef en van een vertegenwoordiger van de balie zullen gevraagd worden binnen vijfenveertig dagen na de bekendmaking van de oproep in het Belgisch Staatsblad. Die adviezen moeten worden gegeven binnen dertig dagen en de gegadigden beschikken over vijftien dagen om hun opmerkingen mee te delen. Bij ontstentenis van een of meer adviezen beschikken zij over een termijn van negentig dagen te rekenen van de bekendmaking van de oproep tot gegadigden, om hun opmerkingen te doen kennen.

Na afloop van die procedure voor het blijk geven van belangstelling voor een ambt en wanneer een betrekking effectief openvalt, wordt aan de gegadigden die blijk hebben gegeven van hun belangstelling een verzoek om bevestiging toegezonden, binnen vijftien dagen na ofwel het openvallen van de betrekking, ofwel het afronden van de procedure voor het blijk geven van belangstelling. Met het verzoek om bevestiging start de eigenlijke benoemingsprocedure, die verloopt op dezelfde wijze als de huidige procedure, behoudens wat de adviezen betreft waarom reeds is verzocht in het kader van de fase van het voorafgaand blijk geven van belangstelling voor een ambt. Zulks betekent onder meer dat de verschillende termijnen waarin artikel 259ter van het Gerechtelijk Wetboek thans voorziet, van toepassing blijven, inzonderheid wat het schriftelijke gemotiveerd advies betreft dat geformuleerd moet worden door ofwel de korpschef van het rechtscollege of het openbaar ministerie bij het rechtscollege waar de benoeming moet

.../...

geschieden, ofwel de algemene vergadering van het rechtscollege waar de benoeming moet geschieden, wanneer het een benoeming betreft tot raadsheer bij het Hof van Cassatie, raadsheer of plaatsvervangend raadsheer bij het hof van beroep of raadsheer bij het arbeidshof.

Alleen de personen die dus vooraf blijk hebben gegeven van hun belangstelling binnen de daartoe gestelde termijn, zullen effectief kunnen solliciteren bij een vacature, die bijgevolg niet meer zal worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad (zie artikel 4 van het voorstel). Zulks betekent dat de personen die geen blijk hebben gegeven van belangstelling na een jaarlijkse oproep bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad, in principe niet meer zullen kunnen solliciteren naar betrekkingen die vacant zijn geworden tussen de genoemde oproep en de volgende jaarlijkse oproep. Het zal er alleen anders aan toe gaan indien wordt besloten de benoemingsprocedure te volgen waarin artikel 259ter van het Gerechtelijk Wetboek voorziet (zie de artikelen 3 en 4 van het wetsvoorstel).

2.1. Zoals het is gesteld, moeten bij het wetsvoorstel de volgende opmerkingen worden gemaakt.

2.2. De voorgenomen wijzigingen strekken er hoofdzakelijk toe een bepaald aantal adviezen te kunnen inwinnen nog vóór de eigenlijke benoemingsprocedure voor een welbepaalde vacature wordt geopend. Tenzij men ervan uitgaat dat de aldus ingewonnen adviezen thans niet worden gegeven binnen de in artikel 259ter, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek gestelde termijn, is het de Raad van State niet duidelijk in welk opzicht het wetsvoorstel het effectief mogelijk zou maken de tijd die verloopt tussen de vacantverklaring en de datum waarop die betrekkingen effectief worden toegewezen daadwerkelijk te verkorten.

De verschillende termijnen waarin artikel 259ter van het Gerechtelijk Wetboek thans voorziet, blijven in eerste instantie van toepassing, inzonderheid voor de adviezen die moeten uitgaan van de overheden van het rechtscollege of het openbaar ministerie bij het rechtscollege waar de benoeming moet geschieden, met als gevolg dat de huidige doorlooptijd voor benoemingen de jure niet wordt verkort.

In de ontworpen nieuwe regeling zullen de termijnen waarin artikel 259ter van het Gerechtelijk Wetboek voorziet zelfs nog verlengd worden aangezien, zelfs als de fase van het vooraf blijk geven van belangstelling voor een ambt afgelopen is, nog gewacht moet worden tot de plaats openvalt en binnen vijftien dagen aan alle potentiële gegadigden een verzoek om bevestiging van hun sollicitatie wordt toegezonden, nog vóór de eigenlijke benoemingsprocedure kan worden gestart. In het kader van artikel 259ter van het Gerechtelijk Wetboek start de benoemingsprocedure zodra de vacature wordt bekendgemaakt, wat kan geschieden tot negen maanden vóór het ambt effectief openvalt.

In de voorgestelde nieuwe procedure dient bovendien te worden gewacht tot de fase van het vooraf blijk geven van belangstelling voor een ambt is afgerond om de eigenlijke benoemingsprocedure te starten (zie ontworpen artikel 259bis-23, § 4, eerste lid), terwijl in de huidige procedure alle adviezen terzelfder tijd worden gevraagd. Het zou evenwel kunnen dat die fase van het vooraf blijk geven van belangstelling, die negentig dagen kan duren, niet is afgerond op het tijdstip dat een betrekking openvalt. Die situatie zal tot gevolg hebben dat de huidige doorlooptijd voor benoeming met evenveel dagen wordt verlengd.

In tegenstelling tot het door de steller van het voorstel beoogde doel, is het dus mogelijk dat de voorgestelde nieuwe procedure in bepaalde gevallen het omgekeerde effect kan hebben van het beoogde doel.

2.3. Aangezien hen allicht de betrachting van de potentiële gegadigden voor eventuele benoemingen is om niet geweerd te worden in een eventuele procedure om te worden benoemd in een effectief opengevallen betrekking, is het waarschijnlijk dat talrijke verklaringen van belangstelling zullen worden ingediend met het oog op de bewaring van rechten, wat onvermijdelijk een toename tot gevolg zal hebben van de voorafgaande adviesaanvragen en de nutteloze verzoeken om bevestiging. Het is zeer de vraag of het werk dat daaruit zal voortvloeien en gedeeltelijk voor niets zal worden gedaan, voor de verschillende betrokken overheden uiteindelijk niet nadeliger zal zijn voor de goede werking van de rechtscolleges dan de huidige benoemingsprocedure, voorzover deze naar behoren verloopt binnen de daartoe gestelde termijnen.

2.4. In de toelichting bij het wetsvoorstel wordt eveneens gepreciseerd dat de persoon die in de loop van de bedoelde periode van het gerechtelijk jaar niet is benoemd, zijn belangstelling voor het ambt opnieuw te kennen moet geven. Die bedoeling wordt evenwel niet naar behoren weergegeven in de voorgestelde bepalingen, waarin wordt gesteld dat een "kennisgeving geldt voor de drie gerechtelijke jaren volgend op de oproep in het Belgisch Staatsblad" (ontworpen artikel 259bis-23, § 1, tweede lid, 4°) en dat de gegadigden die hun belangstelling te kennen hebben gegeven voor een ambt, doch niet zijn benoemd in de loop van het jaar, "hun dossier moeten aanvullen met alle dienstige gegevens" (ontworpen artikel 259bis-23, § 1, tweede lid, 5°). De toelichting bij het voorstel en de voorgestelde bepalingen dienen dus beter in overeenstemming te worden gebracht met elkaar.

2.5. Terwijl de huidige benoemingsprocedure onder meer steunt op verscheidene adviezen die in dezelfde periode worden ingewonnen, zal de fase van het vooraf blijk geven van belangstelling tot gevolg hebben dat bepaalde adviezen gegeven zullen zijn lang voor de eigenlijke benoemingsprocedure wordt gestart. Aangezien de situatie van de gegadigden die blijk hebben gegeven van belangstelling voor een ambt, sedert het geven van die adviezen gewijzigd kan zijn, is het zeer de vraag of die adviezen nog relevant zullen zijn in het raam van een daaropvolgende benoemingsprocedure. Het risico bestaat dus dat dit aanleiding geeft tot betwistingen.

2.6.1. Het verband tussen de ingevoerde nieuwe procedure en de procedure waarin artikel 259ter van het Gerechtelijk Wetboek thans voorziet, wordt evenmin duidelijk omschreven.

Artikel 3 van het voorstel wijzigt immers artikel 259ter, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, waarbij wordt gepreciseerd dat dit artikel van toepassing is "indien geen toepassing kan worden gemaakt van artikel 259bis-23". De voorgestelde bepalingen maken het evenwel niet mogelijk te bepalen in welke precieze omstandigheden de nieuwe procedure zal worden toegepast. De nadere uitleg die daaromtrent wordt gegeven in de toelichting bij het voorstel zou moeten worden opgenomen in de voorgestelde bepalingen.

2.6.2. Indien het in de bedoeling ligt van de steller van het voorstel van de nieuwe procedure de procedure van gemeen recht te maken en de toepassing van artikel 259ter van het Gerechtelijk Wetboek te beperken tot de gevallen waarin er geen andere mogelijkheid bestaat dan over te gaan tot een nieuwe bekendmaking van een vacature in het Belgisch Staatsblad, is het de Raad van State niet duidelijk waarom de nieuwe procedure niet zou worden toegepast bij pensioneringen, die normalerwijze te voorzien zijn en in aanmerking kunnen worden genomen door de gegadigden die verzocht worden om blijk te geven van hun belangstelling [(1)]. De toelichting bij het wetsvoorstel dient op dat punt te worden aangevuld.

2.7. Volgens artikel 5 van het wetsvoorstel zullen de benoemingen in betrekkingen die vóór de inwerkingtreding van de toekomstige wet vacant zijn verklaard [(2)], geschieden overeenkomstig de oude procedure, met dien verstande dat die benoemingen evenwel moeten geschieden binnen negen maanden na die inwerkingtreding. De Raad van State stelt zich de vraag wat er te doen staat met de lopende benoemingsprocedures ingeval die termijn niet in acht wordt genomen. Zal het gaan om een niet-dwingende dan wel om een dwingende termijn? Behoort in het tweede geval de benoemingsprocedure te worden overgedaan, en volgens welke regels ?

3. De steller van het wetsvoorstel wordt er eveneens op gewezen dat een ontwerp van wet tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek, dat onlangs is goedgekeurd in de commissie voor de Justitie van de Kamer van volksvertegenwoordigers [(3)], er onder meer toe strekt artikel 259ter van het Gerechtelijk Wetboek te wijzigen. In voorkomend geval dient dus te worden voorzien in de overeenstemming van dat ontwerp van wet met de voorliggende bepalingen.

---

(1) In het kader van de huidige procedure kan een bekendmaking van vacature, inzonderheid bij een pensionering, op zijn vroegst geschieden negen maanden vóór het ontstaan van de vacature (artikel 287, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek) en een magistraat die met pensioen gaat wegens zijn leeftijd, kan op zijn verzoek gemachtigd worden om voor een termijn van ten hoogste zes maanden zijn ambt te blijven uitoefenen tot voorzien is in de opengevallen plaats (artikel 383bis van het Gerechtelijk Wetboek).

(2) Wat veronderstelt dat op dat tijdstip die vacatures dus bekendgemaakt zijn in het Belgisch Staatsblad.

(3) Gedr. St., Kamer, zitting 2002/2003, nr. DOC-502107/010.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
de Heren		kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'Etat,
Mesdames	M. BAGUET,	staatsraden,
Mevrouwen		
	B. VIGNERON,	greffier,
		griffier.

Le rapport a été rédigé par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été présentée par M. M. JOASSART, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd opgesteld door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd uitgebracht door de H. M. JOASSART, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

B. VIGNERON

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

Y. KREINS